



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1988/83
9 mars 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-quatrième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 9 mars 1988, adressée au Président de la Commission
des droits de l'homme par le représentant permanent du Zimbabwe
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

En tant que représentant du Président du Mouvement des pays non alignés, je tiens à vous faire savoir que le Président s'inquiète de voir que certains membres de la Commission ne cessent de soulever, au titre du point 12 de l'ordre du jour, des questions sans rapport avec le sujet des débats, pour détourner l'attention de la Commission de toute la série de violations des droits de l'homme qu'elle étudie actuellement.

En exprimant leurs inquiétudes, le Président et l'ensemble des membres du Mouvement des pays non alignés sont motivés par le respect qu'ils portent à la Commission des droits de l'homme, organe unique dans le domaine de l'élaboration et du maintien des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Pour un grand nombre de peuples qui luttent sous le joug écrasant du colonialisme, de l'occupation et du racisme, la Commission est parfois la seule instance à laquelle ils puissent avoir recours et se référer pour évaluer les normes à appliquer dans le domaine des droits de l'homme. Dans certains cas, les normes fixées par la Commission et son mécanisme de surveillance sont les seules que les citoyens peuvent invoquer pour se défendre contre les brutalités commises par les autorités de leurs propres pays.

Depuis que la Commission, à sa quarante-troisième session, a repoussé les tentatives visant à politiser indûment ses travaux en introduisant dans les débats des questions étrangères à ses délibérations, le Mouvement des pays non alignés, lors d'une réunion qu'il a tenue au niveau ministériel à New York en octobre 1987, a adopté une déclaration qui se lit en partie comme suit :

"Les ministres et les chefs de délégation ont déploré les tentatives faites par les représentants de certains pays pour se servir des débats consacrés à la question des droits de l'homme pour attaquer politiquement des pays membres du Mouvement" (par. 149). Je demande aux membres de la Commission de tenir compte, dans leur examen du point 12 de l'ordre du jour, des vues exprimées lors de cette réunion de haut niveau du Mouvement des pays non alignés.

Je vous prie instamment, Monsieur le Président, d'user de toute votre influence pour faire en sorte que cette question soit dûment prise en considération. C'est, en effet, l'existence à long terme de la Commission elle-même, le maintien de ses objectifs, de ses procédures, de son intégrité et, surtout, de son influence modératrice sur les gouvernements qui sont de plus en plus en jeu. Si la situation n'était pas prise au sérieux, la Commission se soustrairait à ses responsabilités à l'égard des victimes des violations des droits de l'homme dans le monde entier. Elle rejetterait alors ceux qui justifient sa raison d'être, au nombre desquels les victimes du sionisme et de l'occupation de la rive occidentale et de la bande de Gaza, ainsi que d'autres territoires arabes, de même que les victimes de l'apartheid et du colonialisme en Afrique du Sud et en Namibie, où des violations flagrantes des droits de l'homme sont commises à une échelle qui ne peut se comparer, dans l'histoire contemporaine, qu'à celle des crimes contre l'humanité perpétrés au nom du nazisme et du fascisme.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer cette lettre en tant que document officiel de la Commission au titre du point 12 de l'ordre du jour. Je tiens également à vous assurer que le Président du Mouvement des pays non alignés, par l'entremise de son représentant, est pleinement disposé à coopérer avec vous dans tous les efforts que vous pourrez entreprendre pour empêcher que la Commission ne finisse par être discréditée.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent

(Signé) A.T. MUGOMBA